



***Une vision commune
de l'enseignement
secondaire et supérieur
pour tous en Europe***

VERS LA RÉALISATION
DE L'OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 4 EN EUROPE



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación



OBESSU
Organising Bureau of
European School Student Unions

The European Students' Union



Impression

Une vision commune de l'enseignement
secondaire et supérieur pour tous en Europe
Bruxelles, juin 2016

ISBN 978-94-9125604-2



**OPEN SOCIETY
FOUNDATIONS**

Soutenu par une subvention de la fondation de l'Open Society Institute, en coopération avec le programme de soutien de l'éducation (Educational Support Program) du réseau Open Society Foundations.



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación



OBESSU

Organising Bureau of
European School Student Unions

The European Students' Union



Table des matières

Introduction	5
Définir une éducation de qualité, sur un pied d'égalité	7
L'objectif 4 et les dix cibles	8
Priorités proposées pour l'enseignement secondaire et supérieur européen	10
Cible 4.7 : Gouvernance des établissements d'enseignement	10
Cible 4.7 : Connaissance, recherche et éducation	12
Cibles 4.5 et 4.a : Handicap et établissements favorables à la diversité	13
Cible 4.4 : Parcours d'apprentissage flexibles	14
Cible 4.c : Formation professionnelle des enseignants	16
Cible 4.3 : Acquis pédagogiques de qualité	17
Cible 4.3 : Financement de l'éducation en tant que bien public	18
Cible 4.b : Empêcher la fuite des cerveaux	20
Responsabilité	21
Conclusions	22
Coordonnées de contact pour les syndicats	23
Membres de l'Union des étudiants européens	23
Membres de l'Internationale de l'Éducation—Région européenne ..	27
Membres du Bureau d'organisation des syndicats d'élèves européens	35

Introduction

Le présent programme d'action commune est proposé par le Bureau d'organisation des syndicats d'élèves européens (OBESSU), par l'Union des étudiants européens (ESU) et l'Internationale de l'Éducation (IE) à leurs membres et partenaires, afin de progresser sur la voie de l'agenda 2030 du développement durable et de ses 17 objectifs adoptés par les Nations Unies en septembre 2015.

Ses 17 objectifs et 169 cibles en font l'agenda du développement le plus ambitieux au monde. Conçus avec un angle beaucoup plus large que les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), ils portent sur l'élimination de la pauvreté et des inégalités dans tous les domaines du développement social, économique et environnemental, et constituent un guide pour des mesures non seulement dans les pays de l'hémisphère Sud, mais dans chacun des 193 pays du monde.

L'éducation y occupe une place prépondérante, s'agissant de l'un des pouvoirs de transformation pour créer des sociétés plus durables. Elle y est incluse sous l'objectif 4 « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Tandis que les OMD étaient axés sur l'enseignement primaire, des engagements exprès sont désormais pris concernant l'enseignement secondaire et tertiaire.

Afin de concrétiser le pouvoir de transformation de l'éducation, les parties prenantes dans le domaine de l'enseignement secondaire et supérieur doivent s'appuyer sur les 25 années d'expérience et de résultats du mouvement de l'Éducation pour tous, qui a montré qu'il était possible de progresser en vue de garantir l'accès à l'éducation dans le cadre de partenariats nationaux et internationaux. Tout en reconnaissant le rôle essentiel de l'éducation des jeunes enfants et de l'enseignement primaire pour le droit à l'éducation, ce programme d'action commune constitue une

première étape en vue de créer un partenariat solide pour l'enseignement secondaire et supérieur en Europe.

L'accès sur un pied d'égalité à une éducation de qualité à tous les niveaux en Europe n'est pas encore une réalité. Les gouvernements européens doivent prendre des mesures afin de réaliser pleinement l'objectif pour l'éducation d'ici à 2030. Par conséquent, avec ce programme d'action commune, nos trois organisations appellent leurs membres et partenaires, ainsi que les décideurs politiques et la société civile, à rejoindre notre vision et nos demandes et à rappeler aux gouvernements européens les engagements qu'ils ont pris, tout en cherchant à contribuer de manière proactive à la réalisation de l'objectif qui consiste à garantir l'accès sur un pied d'égalité à une éducation de qualité et à l'achèvement de l'enseignement primaire et secondaire en Europe d'ici à 2030.

Nous espérons que les syndicats, la société civile et les décideurs politiques aux niveaux national et européen s'appuieront sur cette vision et ces demandes pour mettre en œuvre l'objectif 4, et que ce programme d'action pourra également servir à d'autres régions du monde.

Définir une éducation de qualité, sur un pied d'égalité

Un enseignement secondaire et supérieur gratuit et accessible est un droit de l'homme qui doit être concrétisé pour tous. Garantir l'accès sur un pied d'égalité à l'éducation et l'achèvement de l'enseignement primaire et secondaire nécessite de surmonter les formes étroitement liées d'inégalités telles que la situation socioéconomique, le genre, l'appartenance ethnique, la religion, la langue et le handicap.

Pour parvenir à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, il faut adopter une approche globale et se pencher sur l'ensemble du monde académique et du système éducatif. Les étudiants doivent être soutenus par le biais de la mise à leur disposition d'un enseignement axé sur l'élève. Dans le cadre de ce processus, il faut également disposer d'enseignants et d'un personnel académique qualifiés et suffisamment soutenus, d'outils d'enseignement et de formation de qualité, modernes et adaptés, ainsi que d'environnements favorables, sûrs et sécurisés.

Une éducation de qualité doit fournir aux étudiants les outils nécessaires pour relever les défis à venir et soutenir des sociétés démocratiques. Ces demandes sont non seulement satisfaites par les mathématiques, la lecture et d'autres compétences techniques, mais également par des compétences non techniques transférables telles que la pensée créative et la résolution de problèmes ; la durabilité et la citoyenneté doivent être intégrées aux programmes.

L'objectif 4 et les dix cibles

« Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».

OBJECTIFS

- 4.1 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile
- 4.2 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons aient accès à des activités de développement et de soins de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire
- 4.3 D'ici à 2030, faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès, dans des conditions d'égalité, à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable
- 4.4 D'ici à 2030, augmenter considérablement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat
- 4.5 D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle

- 4.6 D'ici à 2030, veiller à ce que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter
- 4.7 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable
- 4.a Faire construire des établissements scolaires qui soient adaptés aux enfants, aux personnes handicapées et aux deux sexes ou adapter les établissements existants à cette fin et fournir un cadre d'apprentissage effectif qui soit sûr, exempt de violence et accessible à tous
- 4.b D'ici à 2020, augmenter considérablement à l'échelle mondiale le nombre de bourses d'études offertes aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, aux petits États insulaires en développement et aux pays d'Afrique, pour financer le suivi d'études supérieures, y compris la formation professionnelle, les cursus informatiques, techniques et scientifiques et les études d'ingénieur, dans des pays développés et d'autres pays en développement
- 4.c D'ici à 2030, accroître considérablement le nombre d'enseignants qualifiés, notamment au moyen de la coopération internationale pour la formation d'enseignants dans les pays en développement, surtout dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement

Priorités proposées pour l'enseignement secondaire et supérieur européen

Réaliser cet ambitieux programme pour l'éducation ne sera pas chose aisée, notamment dans un contexte européen où les gouvernements se sont montrés peu enthousiastes à l'idée d'introduire progressivement des changements. Toutefois, il ne fait aucun doute que l'Europe n'a pas encore atteint les cibles des ODD. Notre objectif est donc de mobiliser tous les étudiants, enseignants, universitaires et universités au niveau national pour plaider en faveur du changement et faire en sorte que les gouvernements européens rendent compte des promesses qu'ils ont faites. Il est évident que le fait d'être un groupe uni sera un facteur essentiel à la mise en œuvre réussie de l'ODD4 et des cibles y afférentes.

Nous définissons ci-dessous huit priorités pour un enseignement secondaire et supérieur de qualité et sur un pied d'égalité en Europe. Chaque priorité s'accompagne de deux demandes et d'une recommandation stratégique spécifique qui, nous l'espérons, inspirera l'élaboration d'actions communes au niveau national. Les mesures prises pour répondre à ces demandes et recommandations stratégiques pourront dépendre des contextes régionaux et nationaux. Nous sommes confiants sur votre capacité à trouver la meilleure approche possible en coopération avec d'autres syndicats de votre pays.

CIBLE 4.7 : GOUVERNANCE DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

DEMANDE N° 1 : Le développement d'une citoyenneté mondiale dans et

1 par l'éducation doit être une priorité. Cela ne fait pas de doute que la citoyenneté mondiale est quelque chose qui doit être enseigné, mais elle doit également être expérimentée et mise en pratique dans un cadre éducatif. Selon nous, l'un des moyens de choix pour mettre en pratique la citoyenneté mondiale serait d'améliorer les systèmes de gouvernance de nos établissements, en permettant aux étudiants de jouer un rôle de premier plan dans la société et l'apprentissage en vue de surmonter les différences.

Aujourd'hui plus que jamais, les établissements d'enseignement ont besoin de systèmes de gouvernance démocratiques, collégiaux et participatifs, qui doivent être mis en place conjointement par leurs membres, les étudiants et le personnel. Nous demandons que des systèmes de gouvernance solides et démocratiques soient instaurés dans chaque établissement. Les établissements doivent considérer les étudiants comme des acteurs à part entière et leur permettre de s'exprimer et de voter dans tous les organes de décision existant en leur sein. Par ailleurs, les étudiants doivent être élus démocratiquement afin de représenter les points de vue de l'ensemble des étudiants.

2 **DEMANDE N° 2 :** Alors que les établissements d'enseignement visent à satisfaire un nombre croissant d'objectifs complexes, les valeurs de délibération et de partenariat doivent être soutenues et préservées malgré la tendance à vouloir améliorer l'efficacité et l'efficience avant toute autre chose. Un milieu éducatif de qualité et inclusif nécessite une gouvernance démocratique et collégiale. Une bonne gouvernance dans les établissements d'enseignement peut favoriser une culture éducative caractérisée par l'égalité, la diversité culturelle, les droits de l'homme, la citoyenneté mondiale et la paix. Elle contribue à créer un environnement propice à l'enseignement et à l'apprentissage qui permette à tous de s'épanouir et de développer leurs compétences. Les initiatives menées par les étudiants et le personnel constituent un aspect important de cette culture. Le développement d'une telle culture doit être soutenu par des plans d'action impliquant des étudiants, des enseignants, des universitaires et le personnel administratif.

RECOMMANDATION STRATÉGIQUE

Nous recommandons que tous les pays mettent en œuvre des politiques spécifiques aux niveaux institutionnel et national afin de garantir le droit fondamental des étudiants, ainsi que des enseignants et des universitaires, à la représentation démocratique dans tous les organes de décision. Les étudiants, les enseignants et le personnel universitaire devraient détenir la majorité des voix, car ils connaissent mieux leur système et le contexte que des parties prenantes externes.

CIBLE 4.7 : CONNAISSANCE, RECHERCHE ET ÉDUCATION

1 **DEMANDE N° 1** : L'éducation et la recherche sont essentielles pour réaliser l'ensemble des 17 ODD. En effet, elles figurent parmi les principaux outils de transformation en vue de relever les défis sociaux et environnementaux. De plus, l'éducation et la recherche contribuent à assurer que les étudiants et les enseignants, ainsi que le personnel académique et les citoyens, acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour créer un monde plus durable sur les plans environnemental et social.

Une éducation de qualité est essentielle : il faut faire en sorte que les étudiants de tous niveaux soient encouragés à développer un esprit critique, bénéficient d'un enseignement fondé sur la recherche et se familiarisent avec différentes approches théoriques et méthodologiques, afin de pouvoir explorer de nouvelles voies, d'agir de façon responsable dans le cadre de leur domaine d'étude et de mieux connaître le monde dans lequel ils évoluent.

2 **DEMANDE N° 2** : L'éducation en vue du développement durable (EDD) ne doit pas être enseignée comme une matière à part, mais compte tenu de sa nature transversale, elle doit être intégrée aux programmes de toutes les disciplines.

RECOMMANDATION STRATÉGIQUE

Les gouvernements doivent assurer un financement public suffisant de la recherche et de l'éducation, y compris des domaines qui ne génèrent pas de bénéfices économiques, mais plutôt des bénéfices sur les plans social, environnemental ou intellectuel. Il s'agira d'un important pas en avant pour l'éducation en vue du développement durable. Ce n'est qu'en concevant l'EDD comme une approche horizontale pour tous les domaines de recherche que nous parviendrons à mieux comprendre nos sociétés.

CIBLES 4.5 ET 4.A : HANDICAP ET ÉTABLISSEMENTS FAVORABLES À LA DIVERSITÉ

1 **DEMANDE N° 1** : Une condition préalable à une éducation de qualité pour tous est de rendre les établissements d'enseignement accessibles à tout un chacun, y compris aux groupes marginalisés. Si des progrès ont été réalisés dans le renforcement de la diversité et pour rendre les établissements plus adaptés aux personnes handicapées, il reste encore beaucoup à faire en la matière. Nos établissements doivent refléter la diversité de nos sociétés, et les personnes souffrant de handicaps visibles et invisibles doivent avoir accès aux établissements d'enseignement, afin de garantir le droit à l'éducation pour tous.

Dans le contexte européen, il faut particulièrement veiller à moderniser les infrastructures scolaires existantes. Lors de la rénovation et de la modernisation des établissements, il faut accorder une attention particulière aux personnes souffrant d'un handicap.

2 **DEMANDE N° 2** : Nous devons garantir la sécurité de tous et promouvoir la diversité au sein de nos établissements. Les étudiants issus de minorités, qu'il s'agisse de l'orientation sexuelle, de l'identité/l'expression de genre, de l'appartenance ethnique, de la religion, de la race ou autres, continuent d'être victimes d'attaques et de harcèlement dans les établissements d'enseignement européens. Au niveau européen, nous devons également accorder une attention particulière aux groupes marginalisés tels que les Roms, qui demeurent exclus des systèmes éducatifs et/ou sont victimes d'une grave discrimination. Il est également essentiel de promouvoir la diversité sur les campus et dans les établissements scolaires, afin de garantir une éducation de qualité ; des études ont démontré que la diversité au sein des classes avait tendance à créer des discussions plus riches et plus complexes.

Dans l'esprit de la cible 4.a, les établissements devraient élaborer et adopter des politiques, stratégies et plans d'action, ainsi que créer des postes de médiateurs et de responsables de l'égalité des chances, afin que les campus et environnements scolaires soient sûrs et soutiennent activement une culture de diversité et de paix.

RECOMMANDATION STRATÉGIQUE

En collaboration avec les parties prenantes, les pays devraient élaborer et mettre en œuvre des plans d'accès nationaux afin de relever les défis de l'accès et de la participation tant au niveau de l'enseignement secondaire que supérieur. Concernant l'enseignement supérieur, cet objectif a déjà été fixé dans le cadre du processus de Bologne (communiqué de Londres de 2007, communiqué de Yerevan de 2015), mais doit encore être réalisé.

CIBLE 4.4 : PARCOURS D'APPRENTISSAGE FLEXIBLES

1 **DEMANDE N° 1** : La flexibilité des parcours d'apprentissage peut encore être améliorée. Les étudiants devraient pouvoir choisir entre différents programmes et orientations dans le cadre de l'enseignement supérieur, et être en mesure de passer d'un secteur à un autre. Dans certains systèmes, les étudiants qui ont suivi une formation professionnelle continuent d'être confrontés à de grandes difficultés pour poursuivre des études supérieures. Dans certains systèmes binaires, malgré le système de diplômes de Bologne, il existe certains obstacles inutiles pour passer d'un type d'enseignement supérieur à un autre. Ces obstacles créent de la frustration chez les étudiants et nuisent à leur éducation, ce qui représente une perte pour la société dans son ensemble.

Si nous voulons augmenter le nombre de personnes dotées des compétences nécessaires pour relever les défis à venir, nous devons également proposer de meilleures solutions pour reconnaître à la fois l'apprentissage officiel et non officiel. Pour ce faire, nous devons adopter une approche globale des compétences qui ne se limite pas à l'emploi et l'entrepreneuriat, mais qui inclut également des compétences non techniques et de citoyenneté active. Le processus de Bologne a créé une dynamique européenne dans ce domaine au niveau de l'enseignement supérieur, et les ODD nous obligent à poursuivre ce travail et garantir sa pleine mise en œuvre à tous les niveaux, en vue de réaliser les objectifs de la stratégie européenne en faveur de l'éducation et de la formation tout au long de la vie.

2 **DEMANDE N° 2** : Les mouvements migratoires ont pour conséquence qu'il s'avère nécessaire d'accorder une attention particulière à l'intégration des étudiants (futurs et actuels), diplômés, enseignants et universitaires réfugiés. Souvent, ces étudiants, enseignants et universitaires sont particulièrement vulnérables et se trouvent confrontés à des obstacles supplémentaires pour accéder à l'enseignement secondaire et supérieur et suivre ce dernier, à cause du manque de documentation.

Les gouvernements et les parties prenantes de l'éducation doivent donc se mobiliser pour élaborer de nouvelles méthodes d'évaluation du niveau d'éducation des réfugiés qui souhaitent rejoindre le système éducatif. Les gouvernements européens doivent garantir le droit à l'éducation pour tous et accorder une attention particulière aux mineurs et jeunes récemment arrivés.

RECOMMANDATION STRATÉGIQUE

L'Europe a déjà pris des dispositions qui contribuent à faciliter le processus de reconnaissance des réfugiés sans documents justifiant de leurs compétences. Toutefois, jusqu'à présent, les gouvernements ont négligé dans une large mesure la mise en œuvre et le respect de la Convention de Lisbonne. Il est plus urgent que jamais d'aligner la législation et les cadres nationaux sur la Convention de Lisbonne, ainsi que de définir des politiques similaires pour l'enseignement secondaire.

CIBLE 4.C : FORMATION PROFESSIONNELLE DES ENSEIGNANTS

1 **DEMANDE N° 1** : Les enseignants sont au cœur d'une éducation de qualité. Aujourd'hui, les attentes vis-à-vis de ces derniers sont plus fortes que jamais. Il faut donc mettre en place un environnement de travail réellement favorable aux enseignants et universitaires, notamment des conditions de travail attrayantes, une formation professionnelle continue et des formations spécialisées pour faire face à des groupes d'étudiants différents, ainsi qu'un temps de préparation suffisant.

2 **DEMANDE N° 2** : Le rôle des universitaires en tant qu'enseignants compétents est essentiel pour créer une éducation de qualité, et il doit être pleinement reconnu. Il est également important que les établissements suivent des processus équitables et transparents concernant le recrutement et le développement des compétences pédagogiques des universitaires.

Les établissements d'enseignement supérieur sont les premiers responsables de la qualité de leur personnel et de la mise en place d'un environnement qui leur soit favorable et leur permette d'effectuer leur travail le mieux possible. Cet environnement devrait reconnaître l'importance de l'enseignement, offrir davantage de possibilités de formation professionnelle continue des enseignants et universitaires et encourager le milieu universitaire à renforcer le lien entre l'enseignement et la recherche.

RECOMMANDATION STRATÉGIQUE

Il est essentiel de garantir une formation professionnelle continue de qualité pour les enseignants et les universitaires afin d'améliorer la qualité de l'enseignement. Cela concerne notamment les compétences didactiques et pédagogiques, ainsi que les connaissances spécifiques aux matières qu'ils enseignent. Tous les enseignants des établissements d'enseignement secondaire doivent être formés et qualifiés. La formation professionnelle continue devrait être accessible et financée au profit des enseignants et des universitaires de l'enseignement secondaire et tertiaire.

CIBLE 4.3 : ACQUIS PÉDAGOGIQUES DE QUALITÉ

1 **DEMANDE N° 1 :** Pour obtenir des acquis d'apprentissage de qualité, il est nécessaire de disposer de systèmes d'éducation nationale forts, avec un programme varié et équilibré renforcé par des systèmes et méthodes d'évaluation globaux. L'objectif principal de l'évaluation est d'améliorer l'enseignement et l'apprentissage, ainsi que de contextualiser l'apprentissage des étudiants.

Il est important que les institutions établissent un processus transparent de formulation des acquis d'apprentissage. Les acquis d'apprentissage doivent être explicites et s'aligner sur la politique et le programme d'études nationaux, ainsi que sur les objectifs de l'enseignement supérieur, comme l'a suggéré le Conseil de l'Europe. Il est important que les acquis d'apprentissage soient développés en accord avec les Références et lignes directrices pour l'assurance qualité dans l'espace européen de l'enseignement supérieur (ESG).

2 **DEMANDE N° 2 :** Se fonder sur des principes d'apprentissage axés sur les étudiants améliorera la qualité de l'expérience de ces derniers et facilitera ainsi l'obtention des acquis d'apprentissage souhaités. Une condition préalable pour l'apprentissage sur les étudiants est que les universitaires jouissent d'une liberté suffisante pour adapter le programme d'études et les méthodes pédagogiques afin de répondre aux besoins des étudiants présents dans la salle de cours.

Il est donc important que les différents modes d'apprentissage employés au cours du programme, ainsi que l'évaluation finale des étudiants, soient déterminés par les acquis d'apprentissage souhaités. Pour ce faire, il faut en finir avec les examens standardisés. Le système éducatif doit reconnaître la capacité des enseignants et des universitaires à mener des évaluations formatives au cours du processus d'apprentissage, en plaçant les étudiants et leur contexte d'apprentissage individuel au cœur de l'évaluation.

RECOMMANDATION STRATÉGIQUE

Les classements, d'autres types de « tableaux de classement » et l'utilisation mécanique des acquis d'apprentissage se sont avérés être de mauvais indicateurs de qualité relative ou absolue. Le système d'examens utilise des ressources qui pourraient être mobilisées pour l'enseignement et l'apprentissage. Il génère également du stress parmi les étudiants, les enseignants et les universitaires et a donné naissance à un secteur qui lui est dédié et dont des entreprises tirent parti sans avoir à répondre des résultats qu'elles produisent. Il est temps pour les gouvernements de rejeter ce système d'examens et au lieu de cela, de ne s'appuyer que sur le programme d'études national et les systèmes d'assurance qualité, les décisions institutionnelles et la communauté universitaire dans son entier, pour générer des diplômés conscients et compétents à l'issue de l'enseignement secondaire et des études supérieures.

CIBLE 4.3 : FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION EN TANT QUE BIEN PUBLIC

1 **DEMANDE N° 1 :** Afin de s'assurer que tout le monde ait le même accès à une éducation de qualité, l'éducation doit tout d'abord être reconnue comme le droit de l'homme fondamental qu'elle est. Bien que nous saluions que la cible 4.1 prévoit la gratuité de l'enseignement primaire et secondaire, nous regrettons fortement le fait que l'ODD 4 ne parle que d'un enseignement supérieur « financièrement abordable », alors que d'après la Charte internationale des droits de l'homme, l'enseignement supérieur devrait devenir « progressivement gratuit ».

Nous devons continuer à rappeler aux gouvernements et aux législateurs que l'éducation est un droit de l'homme, un bien public et une responsabilité publique, et qu'elle doit le rester. Toute tentative de privatiser l'éducation ou de la transformer en marchandise doit être rejetée, conformément aux termes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

2 **DEMANDE N° 2 :** Un grand nombre d'organismes d'enseignement privés ont été impliqués dans le processus post-2015 pour l'éducation et se préparent à proposer leurs services pour atteindre cet objectif d'éducation équitable et de qualité pour tous. Les États se sont engagés à fournir une éducation gratuite et doivent donc la garantir à tous, sans s'appuyer sur des organismes privés pour combler les manques. Il est important d'empêcher que ce phénomène prenne racine, car une fois que l'éducation commence à être traitée comme une marchandise, il est difficile de revenir en arrière.

Les gouvernements doivent donc tenir les promesses qu'ils ont faites dans le cadre des ODD et du processus de Bologne, avec le Communiqué de Bucarest, par exemple. Ils doivent s'assurer que l'éducation reste une responsabilité publique et qu'aucun individu ni aucune entreprise privée n'en tire profit. Ce point est également important en ce qui concerne les entreprises qui réalisent des profits grâce aux programmes d'études et aux examens standardisés. Le seul profit tiré de l'éducation devrait être de développer des citoyens conscients disposant des compétences nécessaires pour faire face aux défis qu'ils rencontreront dans le futur.

RECOMMANDATION STRATÉGIQUE 4.3

La clé du développement économique et social de l'Europe est l'éducation. Cependant, on ne peut obtenir une éducation de qualité sans un financement suffisant, ce que souligne également le Cadre d'action Éducation 2030. Les gouvernements doivent donc atteindre leur objectif consistant à consacrer 6 % du PIB ou 20 % des dépenses publiques totales à l'éducation. Cela contribuera à inverser la tendance de diminution des dépenses par étudiant que nous avons observée suite à la crise financière. La clé du développement économique et social de l'Europe est l'éducation.

CIBLE 4.B : EMPÊCHER LA FUITE DES CERVEAUX

1 DEMANDE N° 1 : Nous saluons l'idée de bourses en tant que moyen permettant à plus d'individus d'avoir accès à et de terminer des études supérieures. Cependant, ces bourses ne doivent pas donner lieu à une fuite des cerveaux des pays du Sud financée par les gouvernements des pays du Nord. Nous sommes très préoccupés par la façon dont les bourses ont été présentées dans le processus post-2015. Elles ne doivent jamais devenir une activité commerciale pour le pays donateur et déboucher sur la fuite des cerveaux des pays du Sud. Bien au contraire, elles doivent servir à soutenir les étudiants individuels.

Les pays qui offrent des bourses aux étudiants des pays en voie de développement doivent le faire d'une façon qui permette à l'étudiant, une fois diplômé, de continuer dans la direction de son choix. Si le diplômé souhaite rester dans le pays dans lequel il a fait ses études, il faut lui laisser une période raisonnable pour postuler à des emplois, mais en même temps respecter les opportunités qui s'offrent à lui dans son pays d'origine.

2 DEMANDE N° 2 : Pour augmenter le potentiel transformateur des bourses, nous devons également nous assurer que celles-ci soient attribuées à ceux qui en ont le plus besoin et à un groupe représentatif d'étudiants. Il n'y a rien de transformateur à soutenir des étudiants du Sud qui seraient capables de financer leur éducation eux-mêmes sans bourse.

On pourra garantir plus aisément l'équité dans l'attribution des bourses en les distribuant en fonction des besoins et en accordant une attention réelle aux groupes marginalisés tels que les personnes handicapées, les minorités ethniques et les membres des peuples autochtones.

RECOMMANDATION STRATÉGIQUE

Un certain nombre de pays donateurs s'appuient fortement sur les bourses pour accroître leur Aide publique au développement (APD). La recommandation formulée par l'ONU de dédier 0,7 % du RNB à l'APD étant de plus en plus prise en considération, nous craignons que cette tendance ne fasse qu'augmenter. Nous ne pouvons cependant pas accepter le fait que les bourses soient comptées comme de l'APD, étant donné que les pays donateurs ont toujours été ceux qui en ont le plus profité et que cela nuit à l'équité de l'attribution des bourses.

Aussi, nous préconisons la création de bourses en fonction des besoins, non comptées dans les contributions à l'APD.

Reddition de comptes

Nous estimons que l'Agenda 2030 pour le développement durable, qui comprend les ODD, met trop peu l'accent sur la reddition de comptes. La société civile s'est beaucoup battue pour établir des mécanismes de contrôle et de reddition de comptes, mais les États membres ont fini par refuser de les inclure dans l'accord final. Si nous souhaitons parvenir à accomplir tout ce qui est prévu dans l'agenda pour l'éducation, nous devons disposer de mécanismes d'évaluation solides et suffisants, qui rendent les États responsables de leurs engagements.

Ce n'est que par le biais d'une coopération entre les gouvernements et la société civile que nous serons en mesure de réaliser les objectifs ambitieux définis dans le cadre des ODD. Les enseignants, les universitaires, les universités et les syndicats étudiants ont un rôle essentiel à jouer dans le développement de nouvelles politiques et le succès de leur mise en œuvre. Les syndicats étudiants doivent donc être inclus dans tous les processus de prise de décision, ainsi que dans les évaluations nationales et les mécanismes de contrôle éventuels.

La société civile doit prendre la responsabilité de renforcer le mécanisme d'évaluation des ODD existant, en recueillant des données et des exemples de non-conformité.

Pour ce faire, il faut renforcer le recueil de données nationales et de données dans le cadre du processus de Bologne. Il est important non seulement de recueillir plus de données, mais aussi de trouver des moyens plus pertinents de mesurer des notions telles que la qualité, l'accès et les compétences non techniques. Les syndicats étudiants doivent travailler avec les services de statistiques nationaux, ainsi qu'avec d'autres professionnels, pour contribuer à redéfinir la façon dont nous mesurons la qualité de l'éducation.

En parallèle, nous devons nous assurer que l'agenda pour le développement ne soit pas utilisé pour justifier des politiques régressives qui n'ont aucun effet, ou pire, qui ont un impact négatif sur les objectifs convenus. Nous ne savons pas encore exactement comment surmonter ce défi, mais nous encourageons les syndicats nationaux à recueillir des récits pour constituer un livre noir pouvant être utilisé pour sensibiliser aux abus concernant l'agenda pour le développement de l'éducation.

Conclusions

Nous avons présenté nos huit priorités pour la qualité de l'enseignement secondaire et supérieur en Europe. Cependant, l'ODD 4 est une entreprise ambitieuse, dont les objectifs sont tout aussi ambitieux, et il y a certainement beaucoup d'autres priorités au niveau national.

Nous pensons que ces huit priorités forment une base solide pour la coopération et nous vous encourageons vivement à travailler en collaboration avec d'autres parties prenantes au niveau national.

Pour cela, nous avons compilé une liste de tous les membres nationaux de l'OBESSU, de l'ESU et de l'EI respectivement, pour que vous puissiez collaborer pour établir un système éducatif équitable pour tous au niveau national. L'expérience de ces 15 dernières années nous a montré que nous avons besoin d'un mouvement européen fort pour développer les enseignements secondaire et supérieur et assurer la mise en œuvre complète des objectifs de développement durable.

Coordonnées de contact pour les syndicats

L'ESU (Union des étudiants européens) est une organisation faitière qui regroupe 45 syndicats nationaux étudiants de 38 pays. Les syndicats étudiants sont ouverts à tous les étudiants dans leur pays d'origine, quels que soient leurs convictions politiques, leur religion, leur origine ethnique ou culturelle, leur orientation sexuelle ou leur statut social. Nos membres sont également dirigés par des étudiants, autonomes, représentatifs et gérés en accord avec les principes de la démocratie.

L'ESU s'appelait autrefois ESIB (Unions nationales des étudiants en Europe). Le nom et l'image de l'ESU est légalement utilisé par ESIB asbl, BE-890.019.936, Rue de l'Industrie 10, 1000 Bruxelles (Belgique).

Vous trouverez la liste complète et plus d'informations sur chaque organisation membre à l'adresse Internet suivante : www.esu-online.org/about/members

MEMBRES DE L'UNION DES ÉTUDIANTS EUROPÉENS

ARMÉNIE

Arménie Armenian National Students' Association (ANSA)
ansa@esu-online.org | www.ansa.am

AUTRICHE

Autriche Österreichische Hochschul­schülerInnenschaft (ÖH)
oh@esu-online.org | www.oeh.ac.at

AZERBAÏDJAN

Azerbaïdjan Azerbaijan Students Union (ASU)
asu@esu-online.org | www.asu.az

Azerbaijan Student Youth Organisations' Union (ASYOU)
asyou@esu-online.org | www.atgti.az

BIÉLORUSSIE

Biélorussie Belarus Student Association (BSA)
bsa@esu-online.org | www.studentby.org

BELGIQUE

Belgique Fédération des Étudiants Francophones (FEF)
fef@esu-online.org | www.fef.be

Belgique Vlaamse Vereniging van Studenten (VVS)
vva@esu-online.org | www.vvs.ac

BULGARIE

Bulgarie Bulgaria Barski Studentski (UBS)
ubs@esu-online.org

Bulgarie Nacionalno Predstavitelstvo na Studentskite Saveti v Republika Balgaria (NASC)
nasc@esu-online.org | www.npss.bg

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Bosnie-Herzégovine Unija studenata Republike Srpske (SURS)
surs@esu-online.org | <http://www.su-rs.org>

CROATIE

Croatie Hrvatski studentski zbor (CSC)
csc@esu-online.org | www.hsz.hr

CHYPRE

Chypre Pagkypria Omospondia Foititikon Enoseon (POFEN)
pofen@esu-online.org | www.pofen.org.cy

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

République tchèque Studentská komora Rady vysokých škol (SKRVS)
skrvs@esu-online.org | www.skrvs.cz

DANEMARK

Danemark Danske Studerendes Fællesråd (DSF)
dsf@esu-online.org | www.dsfnat.dk

ESTONIE

Estonie Eesti Üliõpilaskondade Liit (EÜL)
eul@esu-online.org | www.eyl.ee

FINLANDE

Finlande Suomen ammattikorkeakouluopiskelijakuntien liitto (SAMOK)
Samok@esu-online.org | www.samok.fi

Finlande Suomen ylioppilaskuntien liitto (SYL)
Syl@esu-online.org | www.syl.fi

FRANCE

Fédération des Associations Générales Étudiantes (FAGE)
fage@esu-online.org | www.fage.org

Union Nationale des Étudiants de France (UNEF)
unef@esu-online.org | www.unef.fr

ALLEMAGNE

Freie Zusammenschluss von StudentInnenschaften (FZS)
fzs@esu-online.org | www.fzs.de

HONGRIE

Hallgatói Önkormányzatok Országos Konferenciája (HÖÖK)
hook@esu-online.org | www.hook.hu

ISLANDE

Islande Stúdentaráð Háskóla Íslands (SHÍ)
shi@esu-online.org | www.shi.hi.is

IRLANDE

Irlande Union of Students in Ireland (USI)
usi@esu-online.org | www.usi.ie

ISRAËL

Israël National Union of Israeli Students
 (NUIS)
nuis@esu-online.org | www.nuis.co.il

ITALIE

Italie Unione degli Universitari (UdU)
udu@esu-online.org | www.udu.it

LETTONIE

Lettonie Latvijas Studentu apvienība
 (LSA)
lisa@esu-online.org | www.lsa.lv

LITUANIE

Lituanie Lietuvos studentų sąjunga (LSS)
lss@esu-online.org | www.lss.lt

LUXEMBOURG

Luxembourg Union Nationale des
 Étudiant(e)s du Luxembourg (UNEL)
unel@esu-online.org | www.unel.lu

MACÉDOINE

Macédoine National Student Union of
 Macedonia (NSUM)
nsum@esu-online.org

MALTE

Malte Kunsill Studenti Universitarji (KSU)
ksu@esu-online.org | www.ksu.org.mt

PAYS-BAS

Pays-Bas Interstedelijk Studenten
 Overleg (ISO)
iso@esu-online.org | www.student.no

Pays-Bas Landelijke Studentenvakbond
 (LSVb)
lsvb@esu-online.org | www.lsvb.nl

NORVÈGE

Norvège Norsk studentorganisasjon
 (NSO)
nso@esu-online.org | www.student.no

POLOGNE

Pologne Parlament Studentów
 Rzeczypospolitej Polskiej (PSRP)
psrp@esu-online.org | www.psrp.org.pl

PORTUGAL

Portugal Federação Académica para a
 Informação e Representação Externa
 (FAIRE)
faire@esu-online.org | www.faire.pt

ROUMANIE

Roumanie Alianța Națională a
 Organizațiilor Studentești din România
 (ANOSR)
anosr@esu-online.org | www.anosr.ro

SERBIE

Serbie Studentska unija Srbije (SUS)
sus@esu-online.org | www.sus.org.rs

Serbie Student Conference of Serbian Universities (SKONUS)
skonus@esu-online.org | www.skonus.org

SLOVAQUIE

Slovaquie Študentská rada vysokých škôl (SRVS)
srvs@esu-online.org | www.srvs.sk

SLOVÉNIE

Slovénie Študentska organizacija Slovenije (SSU)
ssu@esu-online.org
www.studentska-org.si

ESPAGNE

Espagne Coordinadora de Representantes de Estudiantes de Universidades Públicas (CREUP)
creup@esu-online.org | www.creup.es

SUÈDE

Suède Sveriges förenade studentkårer (SFS)
sfs@esu-online.org | www.sfs.se

SUISSE

Suisse Verband der Schweizer Studierendenschaften (VSS-UNES-USU)
vss-unes-usu@esu-online.org
www.vss-unes.ch

UKRAINE

Ukraine Ukrainian Association of Student Self-government (UASS)
uass@esu-online.org | www.uass.org.ua

ROYAUME-UNI

Royaume-Uni National Union of Students (NUS-UK)
nusuk@esu-online.org | www.nus.org.uk

MEMBRES DE L'INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION— RÉGION EUROPÉENNE

ALBANIE

Independent Trade Union of Education of
Albania (SPASH-ITUEA)
bspsh@albmail.com | www.fsash-spash.com

Trade Union Federation of Education and
Science of Albania (FSASH)
fsash@abcom-al.com | fsash@icc-al.org
www.fsash-spash.com

ARMÉNIE

Branch Republican Union of Trade Union
Organizations Workers of Education and
Science of Armenia (CRSTESA)
armeducate@gmail.com

Comité Syndical National des Travailleurs
de la Culture Physique (du Sport et du
Tourisme (CPCST)
cpcst_@mail.ru

AUTRICHE

Gewerkschaft Öffentlicher Dienst (GÖD)
helmut.skala@aon.at | www.goed.at

AZERBAÏDJAN

Independent Trade Union of Education
Workers of the Azerbaijan Republic
(AITUCEW)
atiahirk@mail.ru

BIÉLORUSSIE

Belarusian Trade Union of Workers of
Education and Science (BTUWES)
wr@estu.by | www.estu.by

BELGIQUE

Onderwijs (ACOD)
onderwijs@acod.be
www.acodonderwijs.be

Centrale Générale des Services Publics
Enseignement (FGTB-CGSP)
enseignement@cgsp.be | www.cgsp.be

ACV-Openbare Diensten/CSC-Services
publics (ACV-OD/CSC-SP)
luc.hamelinck@acv-csc.be
www.openbarediensten.acv-online.be
www.ccsp.be

Christelijke Onderwijscentrale (COC)
coc.brussel@acv-csc.be | www.coc.be

Christelijk Onderwijzersverbond (COV)
cov@acv-csc.be | www.cov.be

Confédération des Syndicats Chrétiens
de l'Enseignement (CSC-Enseignement)
csc.Enseignement@acv-csc.be

Syndicat Libre de la Fonction Publique—
Vrij Syndicaat van het Openbaar Ambt
(SLFP - VSOA)
sfp@slfp.eu | www.slfp.be

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Higher Education and Science Union of Employees of Bosnia and Herzegovina (HESUEBH)

dervisfpihura@gmail.com

Trade Union of Secondary and Highly Education (TUSHENSC)

ssvoonkbih@bih.net.ba

Trade Union of Education, Science and Culture of Republika Srpska (TUESCRC)

onk@inecco.net

BULGARIE

Syndicat des Enseignants Bulgares (SEB)

sbu_centrala@abv.bg | www.sbug.bg

Syndicat des Enseignants Podkrepa (PODKREPA)

teachers@podkrepa.org

www.podkrepa-obrazovanie.com

CROATIE

Croatian Teachers' Union (CTU)

sindikats@shu.hr

Independent Trade Union of Workers in Secondary Education of Croatia (ITUWEC)

nszssh@nszssh.hr | www.nszssh.hr

Independent Union of Research and Higher Education Employees of Croatia (IURHEEC)

uprava@nsz.hr | www.nsz.hr

CHYPRE

Cyprus Turkish Secondary Education Teachers' Union (KTOEOS)

info@ktoeos.com | www.ktoeos.com

Cyprus Turkish Teachers' Trade Union (KTOS)

ktos@ktos.org | www.ktos.org

Organisation of Secondary School Teachers of Cyprus (OELMEK)

info@oelmek.com.cy

www.oelmek.com.cy

Association of Teachers of Technical Education Cyprus (OLTEK)

oltek.t@cytanet.com.cy

Cyprus Greek Teachers' Organisation (POED)

poed@cytanet.com.cy

Eastern Mediterranean University Union of Academic Staff (DAÜ-SEN)

dausen@emu.edu.tr

www.emu.edu.tr/dausen

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Czech and Moravian Trade Union of Workers in Education (CMOS-PS)

cmos.skolstvi@cmkos.cz

DANEMARK

The Danish Union of Teachers (DLF)
dlf@dlf.org | www.dlf.org

Dansk Magisterforening (DM)
dm@dm.dk | www.dm.dk

Uddannelsesforbundet
info@uddannelsesforbundet.dk
www.uddannelsesforbundet.dk

Gymnasieskolernes Lærerforening (GL)
gl@gl.org | www.gl.org

ESTONIE

Estonian Educational Personnel Union (EPU)
ehl@ehl.org.ee | www.ehl.org.ee

Federation of the Estonian Universities, Institutions of Science, Research and Development (UNIVERSITAS)
universitas@universitas.ee
www.universitas.ee

FINLANDE

Finnish Union of University Professors (FUUP)
professoriliitto@professoriliitto.fi
www.professoriliitto.fi

Finnish Union of University Researchers and Teachers (FUURT)
riku.matilainen@tieteentekijoidenliitto.fi
kirsti.sintonen@acatiimi.fi
www.tieteentekijoidenliitto.fi

Opetusalan Ammattijärjestö (OAJ)
oaj@oaj.fi | www.oaj.fi

ANCIENNE RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE

Trade Union for Education, Science and Culture in the Republic of Macedonia (SONK)
sonk@sonk.org.mk | www.sonk.org.mk

FRANCE

Fédération Formation et Enseignement Privés (FEP-CFDT)
contact@fep-cfdt.fr | www.fep-cfdt.fr

Fédération CGT de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture (FERC-CGT)
ferc@cgt.fr | www.ferc.cgt.fr

Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle Force Ouvrière (FNEC.FP-FO)
fnecfp@fo-fnecfp.fr

Fédération des Syndicats Généraux de l'Éducation Nationale et de la Recherche (SGEN-CFDT)
fede@sgen-cfdt.org | www.sgen-cfdt.org

Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS)
sncs@cnrs-bellevue.fr | www.sncs.fr

Syndicat national des enseignements de second degré (SNES-FSU)
internat@snés.edu | secgenez@snés.edu www.snes.edu

Syndicat national de l'Enseignement supérieur (SNESUP-FSU)
international@snésup.fr; sdp@snésup.fr
www.snesup.fr

Syndicat national de l'Enseignement technique–Action autonome (SNETAA-FO)

snetaanat@aol.com | www.snetaa.org

Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC (SNUipp-FSU)

snuipp@snuipp.fr | www.snuipp.fr

UNSA-Éducation

national@unsa-education.org

www.unsa-education.org

GÉORGIE

Educators and Scientists Free Trade Union of Georgia (ESFTUG)

esftuggeorgia@gmail.com

www.educator.ge

ALLEMAGNE

Bundesverband der Lehrerinnen und Lehrer an beruflichen Schulen (BLBS)

verband@blbs.de | www.blbs.de

Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft (GEW)

info@gew.de | gew-international@gew.de

www.gew.de

Verband Bildung und Erziehung (VBE)

bundesverband@vbe.de | www.vbe.de

GRÈCE

Federation of Secondary School Teachers of Greece (OLME)

olme@otenet.gr | www.olme.gr

Hellenic Federation of University Teachers' Associations (POSDEP)

posdep@posdep.gr | www.posdep.gr

HONGRIE

Trade Union of Employees in Higher Education (FDSZ)

fdsz@fdsz.hu | www.fdsz.hu

Teachers' Democratic Union of Hungary (PDSZ)

pdsz@t-online.hu | www.pdsz.hu

Syndicat des Enseignants de Hongrie (SEH)

psz@pedagogusok.hu

www.pedagogusok.hu

Democratic Trade Union of Scientific Workers (TDDSZ)

szecsenyi.tibor@quantil.hu

Workers Councils' Teacher Branch (KPSZ-KPT)

www.munkastanacsok.hu

ISLANDE

Kennarasamband Islands (KI)

ki@ki.is | www.ki.is

IRLANDE

Association of Secondary Teachers,
Ireland (ASTI)

info@asti.ie | www.asti.ie

Irish Federation of University Teachers
(IFUT)

ifut@eircom.net | www.ifut.ie

Irish National Teachers' Organisation
(INTO)

info@into.ie | www.into.ie

Teachers' Union of Ireland (TUI)

tui@tui.ie | www.tui.ie

ITALIE

CISL-Scuola (CISL-S)

cislscuola@cisl.it | www.cislscuola.it

Federazione lavoratori della conoscenza
CGIL (FLC-CGIL)

organizzazione@flcgil.it | www.flcgil.it

Scuola (UIL)

segreteria nazionale@uilscuola.it
www.uilscuola.it

LETTONIE

Latvian Educational and Scientific
Workers' Trade Union (LIZDA)

lizda@lizda.lv | www.lizda.lv

LITUANIE

Lithuanian Teachers' Union (LMPS)

lmeps@takas.lt | www.lmeps.lt

Lithuanian Education Employees Trade
Union (LEETU)

vk@lsdps.lt | www.lsdps.lt

Federation of Lithuanian Education and
Science Trade Unions (FLESTU)

info@svietimoprofsajunga.lt

Christian Trade Union of Education
Workers (CTUEW)

ldforg@ldf.lt | www.ldf.lt

LUXEMBOURG

Syndicat Éducation et Sciences/
Onofhangege Gewerkschaftsbond
Letzebuerg (SEW-OGBL)

sew@ogb-l.lu | www.sew.lu

Syndicat National des Enseignants (SNE)

sne@education.lu | www.sne.lu

MALTE

Malta Union of Teachers (MUT)

info@mut.org.mt | www.mut.org.mt

MOLDAVIE

Education and Science Trade Union
Federation from Moldova (ESTUFM)

sinded@mail.ru

MONTÉNÉGRÓ

Trade Union of Education of Montenegro (TUEM)

spcg@spcg.me | www.prosvjetasind.co.me

PAYS-BAS

Algemene Onderwijsbond (AOB)

beleid@aob.nl | www.aob.nl

CNV Onderwijs (CNVO)

info@cnvo.nl | www.cnvo.nl

NORVÈGE

Norwegian Association of Researchers (NAR)

post@forskerforbundet.no

www.forskerforbundet.no

Skolenes landsforbund (SL)

skolenes@skolenes.no

www.skoleneslandsforbund.no

Utdanningsforbundet/Union of Education Norway (UEN)

post@utdanningsforbundet.no

www.utdanningsforbundet.no

POLOGNE

National Science Section NSZZ,

“Solidarność”, KSN “Solidarność”

ksn@interia.pl | www.solidarnosc.org.pl

National Education Section NSZZ

“Solidarność”, SKOIW “Solidarność”

edukacja@solidarnosc.org.pl

www.solidarnosc.org.pl

Związek Nauczycielstwa Polskiego (ZNP)

znp@znp.edu.pl | www.znp.edu.pl

PORTUGAL

Federação Nacional dos Professores (FENPROF)

fenprof@fenprof.pt | www.fenprof.pt

Federação Nacional da Educação (FNE)

secretariado@fne.pt | www.fne.pt

Sindicato Nacional e Democrático dos Professores (SINDEP)

carloschagas@netcabo.pt

gabestudos@netcabo.pt

ROUMANIE

Fédération des Syndicats Libres de l'Enseignement (FSLE)

fsli@upcmail.ro | www.fsli.ro

Federația Națională Sindicală

(ALMA-MATER)

secretaram@ucp.ro | www.almamater.ro

RUSSIE

Education and Science Employees' Union of Russia (ESEUR)

eseur15@gmail.com | www.ed-union.ru

SERBIE

Employees in Science and Research of Serbia (SSS-Serbia)

djurdjica@imi.bg.ac.rs | nauka@sindikats.rs

Nezavisnost Teachers Trade Union
(NTTU)

ugsprosv@eUNET.rs
www.nezavisnost.org.yu

Teachers Union of Serbia (TUS)

obrazovanje@sindikats.rs
www.sind-obr.org.yu

The Union of Education, Science and
Culture of Kosova (UESCK-SBASHK)

sbashk2004@yahoo.com
jehonao@gmail.com

SLOVAQUIE

Trade Union of Workers in Education &
Science (OZPŠaV)

ondek@ozpsav.sk

Union des Travailleurs de l'Enseignement
et de la Science du Syndicat Indépendant
de la Slovaquie (ZPŠaV NKOS)

zpsav_nkos@centrum.sk

SLOVÉNIE

Education and Science Trade Union of
Slovenia (ESTUS)

info@sviz.si | www.sviz.si

ESPAGNE

Confederación Intersindical Galega
(CIG-ENSINO)

galiza@cig-ensino.org
www.cig-ensino.org

Federación de la Enseñanza del Sindikato
ELA/STV (IFE/ELA)

irakasbilbo@elasind.org

Federación de Trabajadores de la
Enseñanza de la UGT (FETE/UGT)

ugt@fete.ugt.org | www.feteugt.es

Confederación de Sindicatos de
Trabajadoras y Trabajadores de la
Enseñanza—Intersindical
(STEs-Intersindical)

stes@stes.es | www.stes.es

Federación de Enseñanza
CC.OO. (F.E.CC.OO.)

fe@fe.ccoo.es | www.fe.ccoo.es

Central Sindical Independiente y Sindical
de Funcionarios, Sector de Enseñanza
(CSI-CSIF)

ense001@csi-f.es | www.csi-f.es

Federación de Enseñanza de la Unión
Sindical Obrera (FE-USO)

f.ense@feuso.es | www.feuso.es

SUÈDE

Swedish Teachers' Union/Läraryrket
Lärarförbundet

kansli@lararforbundet.se
www.lararforbundet.se

Lärarnas Riksförbundet (LR)

lr@lr.se | www.lr.se

Swedish Association of University
Teachers (SULF)

kansli@sulf.se | www.sulf.se

SUISSE

Dachverband Schweizer Lehrerinnen und Lehrer (LCH)

info@lch.ch | www.lch.ch

Syndicat des Enseignants Romands (SER)

ser@le-ser.ch | www.le-ser.ch

Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste (VPOD)

vpod@vpod-ssp.ch | www.vpod.ch

TURQUIE

Syndicat des Fonctionnaires Publics du Secteur d'Education (EGITIM-SEN)

international@egitimsen.org.tr
www.egitimsen.org.tr

ROYAUME-UNI

Association of Teachers and Lecturers (ATL)

info@atl.org.uk | www.askatl.org.uk

Educational Institute of Scotland (EIS)

enquiries@eis.org.uk | www.eis.org.uk

The Teachers' Union (NASUWT)

nasuwt@mail.nasuwt.org.uk
www.nasuwt.org.uk

University and College Union (UCU)

hq@ucu.org.uk | www.ucu.org.uk

National Union of Teachers (NUT)

enquiries@nut.org.uk
www.teachers.org.uk

Scottish Secondary Teachers' Association (SSTA)

info@ssta.org.uk | www.ssta.org.uk

Ulster Teachers' Union (UTU-UK)

office@utu.edu | www.utu.edu

UKRAINE

Free Trade Union of Education and Science of Ukraine (VPONU)

info@kvpu.org.ua

Trade Union of Education and Science Workers of Ukraine (TUESWU)

trukhanov.g@gmail.com

MEMBRES DU BUREAU D'ORGANISATION DES SYNDICATS D'ÉLÈVES EUROPÉENS

L'OBESSU (Bureau d'organisation des syndicats d'élèves européens) est une plate-forme pour la coopération entre les syndicats nationaux d'élèves de l'enseignement secondaire (général et professionnel) en Europe. Créé en avril 1975 à Dublin, en Irlande, il regroupe 27 membres, candidats et organisations affiliées de 22 pays dans toute l'Europe. Toutes ses organisations membres sont des organisations d'élèves indépendantes, nationales, représentatives et démocratiques.

Vous trouverez la liste complète et plus d'informations sur chaque organisation membre à l'adresse Internet suivante : www.obessu.org/members-list

AUTRICHE

Aktion Kritischer Schüler_innen (AKS)
aks@aks.at | www.aks.at

BELGIQUE

Vlaamse Scholierenkoepel (VSK)
info@vsknet.be | www.vsknet.be

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Asocijacija srednjoškolaca u Bosni i Hercegovini (ASuBiH)
asubih@yahoo.com | www.asubih.ba

BULGARIE

Bulgarian School Student Union (BSSU)
n_u_s@abv.bg | www.nusbg.weebly.com

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Česká středoškolská unie (CSU)
kancelar@stredoskolskaunie.cz
www.stredoskolskaunie.cz

DANEMARK

Danske Gymnasieelevers Sammenslutning (DGS)
kontakt@dgsnet.dk
international@dgsnet.dk
www.dgsnet.dk

Erhversskolernes Elev-Organisation (EEO)
eeo@eeo.dk | www.eeo.dk

Landssammenslutningen af Handelskoleelever (LH)
lh@handelselever.dk
www.handelselever.dk

ESTONIE

Eesti õpilasesinduste liit/Estonian School Student Councils' Union (ESCU)
opilasliit@opilasliit.ee | opilasliit.ee

FINLANDE

Finlands Svenska
Skolungdomsförbundet (FSS)
kansliet@skolungdom.fi
www.skolungdom.fi

Suomen Lukiolaisten Liitto (SLL)
toimisto@lukio.fi | www.lukio.fi

Suomen Ammattiin Opiskelevat (SAKKI)
toimistosihteeri@sakkinet.fi
www.sakkinet.fi

FRANCE

Union Nationale Lycéenne (UNL)
contact@unl-fr.org | www.unl-fr.org

ALLEMAGNE

SV-Bildungswerk e.V. (SVB)
kontakt@sv-bildungswerk.de
www.sv-bildungswerk.de

ISLANDE

Samband Íslenskra Framhaldsskólanema
(SIF)
neminn@neminn.is | www.neminn.is

IRLANDE

Irish Secondary Students' Union (ISSU)
studentvoice@issu.ie | www.issu.ie

ITALIE

Unione degli Studenti (UDS)
unionedeglistudenti@gmail.com
www.unionedeglistudenti.net/sito

KOSOVO

Kosovar Youth Council (KYC)
kyckosova@yahoo.com | www.kyc-ks.org

LITUANIE

Lithuanian School Student Union (LMS)
lms@moksleiviai.lt | www.moksleiviai.lt

LUXEMBOURG

Union Nationale des élèves et
étudiant(e)s du Luxembourg (UNEL)
info@unel.lu | www.unel.lu

ROUMANIE

Romániai Magyar Középiskolások
Szövetsége (MAKOSZ)
office@makosz.ro | www.makosz.ro

Consiliul Național al Elevilor (CNE)
contact@consiliulelevilor.org
www.consiliulelevilor.org

SERBIE

Unija srednjoškolaca Srbije/Union of
secondary school students of Serbia
(UNSS)
unss@srednjoskolci.org.rs
www.srednjoskolci.org.rs

SLOVAQUIE

Stredoškolská študentská únia Slovenska
(SUS)
suska@suskaweb.sk
www.studentskaunia.com

SLOVÉNIE

Dijaška organizacija Slovenije/School
Students organisation of Slovenia (DOS)

predsedstvo@dijska.org

www.dijaska.org

ESPAGNE

Confederación Estatal de Asociaciones
de Estudiantes (CANAE)

info@canae.org | www.canae.org

SUISSE

Union der Schülerorganisationen CH/FL
(USO)

info@uso.ch | www.uso.ch

ISBN 978-94-9125604-2